

LA DIFFICILE PROTECTION de la petite enfance en France

Des centaines de milliers d'enfants furent abandonnés en France au cours du XIX^e siècle. Confiés par les hospices à des nourrices, le plus souvent maltraitantes, leur espérance de vie ne dépassait pas 4 ans. Dans ce contexte, fortement alimenté par la crainte d'une « dépopulation » de la France, la III^e République fit adopter, après de bien longues discussions, deux lois de protection de l'enfance.

par **Gérard Jorland***

En 1873 puis en 1889, le Parlement de la III^e République naissante vota deux lois pour la protection de la petite enfance. Le médecin Théophile Roussel, député de la Lozère puis sénateur, en fut l'inspirateur. Le visage émacié qui fait saillir les arcades orbitaires, accentuant la volonté du regard, le crâne dégarni, mais la barbe et la moustache soulignant l'amertume des lèvres, son buste, érigé à l'angle des avenues de l'Observatoire et Denfert-Rochereau à Paris, surplombe, adossé à la colonne statuaire, une jeune mère à la pose modeste, son bras droit portant un bébé exigeant rageusement de boire son lait, son bras gauche enveloppant une petite fille les mains jointes et le regard levé vers elle comme dans une supplique pour ne pas être abandonnée.



**EN PERMANENCE,
100 000 ENFANTS TROUVÉS
OU ABANDONNÉS**

L'abandon d'enfant fut la plaie de la France du XIX^e siècle. On y comptait en permanence plus de 100 000 enfants trouvés ou abandonnés, dont l'espérance de vie ne dépassait guère 4 ans, avec de grandes variations d'un département à l'autre. Si 1 enfant sur 40 était alors trouvé ou abandonné dans toute la France, la proportion en était plus élevée dans les départements les plus urbanisés et les plus industrialisés, variant de 1 sur 10 à 1 sur 25, et jusqu'à 1 sur 4 ou 5 à Paris. Ces chiffres n'ayant qu'une valeur indicative n'ont de sens que par comparaison. Si un enfant sur 2 était abandonné ou trouvé à Saint-

* Philosophe et historien des sciences, École des hautes études en sciences sociales - Centre national de la recherche scientifique.
gerard.jorland@ehess.fr ; gcj6@orange.fr

Pétersbourg, à Londres il n'y en avait en tout et pour tout que 30 recensés dans les années 1820. Ce faible nombre s'explique par le droit de recherche en paternité : si un homme était reconnu être le père d'un nouveau-né, il était tenu soit d'épouser la mère soit de pourvoir aux besoins de l'enfant. En France, bien que la mesure ait été préconisée par les médecins, elle a toujours été rejetée pour préserver l'honorabilité des familles et la transmission des patrimoines que pouvaient compromettre les amours ancillaires, principaux pourvoyeurs d'enfants trouvés.

Les enfants trouvés et abandonnés n'étaient pas des enfants des rues, qui existaient aussi dans la France du XIX^e siècle comme aujourd'hui dans les mégapoles des pays pauvres ou en Russie du fait de la pénurie de logements. Gavroche est la figure éponyme des enfants des rues de Paris des années 1840. Si les uns comme les autres ont été produits par l'urbanisation, ils n'étaient ni socialement ni institutionnellement identiques. Socialement, dans la mesure où l'abandon était le fait des classes moyennes et aisées alors que le vagabondage était celui des classes ouvrières et pauvres. Dans le premier cas, il s'agissait d'enfants dont on ne voulait pas pour une raison ou pour une autre, dans le second cas, d'enfants dont les parents travaillant l'un et l'autre ne pouvaient pas s'occuper et qui devaient pourvoir à leurs besoins. Institutionnellement, pour autant que, par définition, les enfants des rues étaient livrés à eux-mêmes, alors que les enfants trouvés et abandonnés étaient pris en charge par l'Assistance publique.

L'enfance assistée fut régie pendant tout le siècle par le décret impérial du 19 janvier 1811. Il stipulait que les hospices destinés à recevoir les enfants trouvés devaient être munis d'un tour où ces enfants seraient déposés. Le nouveau-né était alors lavé, examiné, habillé, baptisé, enregistré, et remis à une nourrice qui l'emmenait à la campagne. Il y restait jusqu'à 6 ans, puis était mis en pension chez un cultivateur ou un artisan jusqu'à 12 ans. À sa majorité, s'il avait survécu, il formait un contingent de détenus et de prostituées.

L'accroissement considérable du nombre d'enfants assistés – des mères déposaient leurs nouveau-nés, puis se faisaient recruter comme nourrices pour les allaiter en percevant une rémunération – grevant les budgets départementaux, les tours furent supprimés.

On craignit alors que cette suppression des tours ne repoussât l'abandon des enfants à un âge plus avancé ou, pire encore, n'accrût les crimes contre les nouveau-nés et la mortinatalité. Et de fait, les crimes poursuivis ont doublé



Page de gauche : Colliers des enfants trouvés.

© Archives AP-HP, cote HDV-027.

Ci-dessus : Tour de l'Hôpital général, utilisé de 1825 à 1859 ; 1258 enfants y ont été déposés.

© Archives AP-HP, cote HDV-034 et 036.

entre 1835 et 1870, et la mortinatalité a augmenté de moitié entre 1835 et 1870.

LA SURMORTALITÉ DES ENFANTS EN NOURRICE

Ce problème devint aigu dans le cadre du problème plus général de dépopulation de la France. En 1854, la natalité était devenue inférieure à la mortalité. Certes, les circonstances étaient exceptionnelles, une épidémie de choléra et la guerre de Crimée avaient haussé le taux de mortalité au-dessus du taux de natalité, qui le dépassa de nouveau par la suite. Mais la natalité était largement supérieure à la mortalité dans le reste de l'Europe. Alors que les Britanniques, les Allemands, les Italiens allaient peupler les nouveaux continents, la France s'avérait incapable de peupler son empire.

C'est dans ce contexte qu'en 1865 le ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, transmet à l'Académie de médecine le mémoire d'un médecin de campagne sur la mortalité considérable des nouveau-nés en nourrice dans le Morvan. Il y alimenta une discussion qui dura jusqu'à la fin du second Empire et aboutit à la première loi Roussel de 1874 sur la protection de la petite enfance.

Ce mémoire et l'enquête ministérielle qu'il suscita révélaient que la mortalité infantile était jusqu'à 4 fois plus élevée parmi les enfants en nourrice que parmi les enfants allaités par leur mère. Souvent, les départements où le taux de mortalité des enfants en nourrice était le plus élevé, jusqu'à 9 enfants sur 10 avant 1 an, étaient en même temps ceux où la mortalité des enfants élevés dans leur foyer était la plus faible. Un médecin chargé du service médical de la direction des nourrices à Nogent-le-Rotrou calculait que, dans les années 1860, sur les 50 000 nouveau-nés parisiens annuels, 20 000 étaient mis en nourrice à la campagne et au moins 15 000 en mouraient.

Le taux de mortalité infantile était le plus élevé dans les départements des deux couronnes autour de Paris, dans ceux qui longeaient la vallée du Rhône entre Lyon et Marseille ou encore ceux que traversait la Garonne de Toulouse à Bordeaux. Il ne faisait aucun doute que c'était à l'industrie des nourrices que ces départements ruraux devaient leur surmortalité infantile.

Quatre causes ont été avancées : « *La faiblesse native résultant de la dégénérescence de la race* », selon l'expression du fondateur de la *Gazette médicale de Paris*, Jules Guérin ; la misère des nourrices ; l'alimentation prématurée, un chroniqueur allant jusqu'à préconiser de rendre légalement obligatoire l'allaitement maternel ; la

dernière, qui justifia la réglementation législative, était l'infanticide des enfants naturels en nourrice.

Les médecins étaient bien placés pour savoir qu'à la baisse de la fécondité des mariages par différentes méthodes contraceptives s'ajoutaient, lorsqu'elles avaient échoué, un ensemble de pratiques délibérées de suppression des nouveau-nés : l'avortement et l'infanticide, le dépôt dans un tour ou l'abandon. Pour les avortements, que pratiquaient les sages-femmes, ils étaient appelés de nombreuses fois à en soigner les complications ; quant aux infanticides, certaines nourrices étaient bien connues pour en décharger les mères en laissant les nouveau-nés mourir de carence alimentaire ou par manque de soins.

1879 : LA PROTECTION DES POUVOIRS PUBLICS

La commission parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi sur la protection de la petite enfance déposée par Théophile Roussel en 1873 renoua avec les discussions de la décennie précédente, par-delà le changement de régime consécutif à la défaite contre la Prusse et à la guerre civile.

Le principe de cette loi était un principe de subsidiarité : dès qu'un enfant n'était plus sous la surveillance de ses parents – cas d'un enfant placé en nourrice – il tombait sous la protection des pouvoirs publics. Cette loi suivait la voie moyenne entre municipalisation et libéralisme. L'industrie des nourrices était laissée à l'initiative privée, mais sous la surveillance conjointe de l'administration et des sociétés charitables.

La loi soumettait les nourrices à une série de formalités : certificat du maire de leur commune attestant qu'elles pouvaient prendre en charge un nourrisson et certificat médical les déclarant en bonne santé ; remise de l'acte de naissance du nourrisson au maire de leur commune afin d'éviter les substitutions d'enfant. De plus, elle soumettait les bureaux de placement à la surveillance préfectorale : contrôle des localités où ils recrutèrent les nourrices et des voitures de transport des enfants, beaucoup mourant au cours du voyage.

Chapeautés par un comité supérieur au ministère de l'Intérieur, des comités locaux et départementaux de surveillance étaient nommés par le préfet, qu'ils assistaient dans la protection des enfants en nourrice. Les comités locaux, présidés par les maires, comprenaient des mères de famille, le curé, le rabbin ou le pasteur. Ils organisaient la visite des enfants en nourrice et pouvaient retirer un



Bureau
de la Direction
générale
des nourrices.

© Archives AP-HP,
cote HDV-013.

enfant de la garde d'une nourrice pour le confier à une autre.

Les comités départementaux proposaient les mesures que les comités locaux étaient chargés d'appliquer. Ils comprenaient un médecin du conseil départemental d'hygiène publique et des administrateurs de sociétés locales dédiées à l'enfance. Le Comité supérieur de protection des enfants du premier âge, comprenant de droit un membre de l'Académie de médecine et les présidents de sociétés nationales consacrées à l'enfance, publiait une statistique annuelle de la mortalité des enfants du premier âge, en particulier des enfants placés en nourrice.

1889 : LA DÉCHÉANCE PARENTALE

L'inspection médicale des nourrices, qui seule pouvait donner quelque efficacité à la loi, était laissée à l'appréciation des préfets. Et pourtant, ses fonctions étaient cruciales : visite de l'enfant dans la huitaine de son arrivée chez la nourrice puis une fois par mois, visa de son carnet de santé, suspension de l'allaitement en cas de maladie contagieuse, vérification du décès éventuel, rapport au

comité local et au préfet. Mais ses honoraires étant pour moitié à la charge des conseils généraux, ceux-ci ont le plus souvent refusé de voter les crédits nécessaires, de sorte que le préfet, en admettant qu'il s'en souciait, ne nommait pas de médecin inspecteur.

Théodore Roussel reconnut que c'était le défaut majeur de sa loi. La mortalité du premier âge n'a en effet diminué que là où des médecins inspecteurs ont été institués, jusqu'à une division par 10 dans le Calvados.

Si sa seconde loi votée en 1889 ne corrigea pas ce défaut, elle fut une révolution sociale de même ampleur que l'abolition des droits féodaux. La loi sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés conférait à l'État le pouvoir de déchoir les parents de leur puissance parentale et de mettre leurs enfants sous la tutelle de l'Assistance publique. L'État faisait ainsi irruption dans la sphère privée. Il n'allait plus cesser d'étendre son contrôle sur les familles à la faveur de l'éducation et de la santé. •

Gérard Jorland est l'auteur de *Une société à soigner. Hygiène et salubrité publiques en France au XIX^e siècle*. Paris, éditions Gallimard, Bibliothèque des histoires, 2010. Voir *La Revue du Praticien*, n° 6 de juin 2010, p. 886.